Quatrième Plate-forme mondiale

pour la réduction des risques de catastrophe

**Déclaration officielle de la Suisse**

Genève, le 21 mai 2013

Prononcée par S.E. M. Manuel Bessler,

Vice-directeur de la Direction du développement et de la coopération DDC

Chef de domaine Aide humanitaire et CSA

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C’est un honneur et un privilège pour nous d’accueillir, pour la quatrième fois ici à Genève, la plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe. Permettez-moi de saisir cette opportunité pour réaffirmer l’engagement de la Suisse en faveur d’un effort coordonné de la communauté internationale dans le but de renforcer la résilience des peuples.

Afin d’être efficace, la gestion des risques doit découler d’une approche intégrée, fondée sur une appréhension systémique des risques de catastrophe. Cette approche exige une perspective multidisciplinaire, incluant entre autres des facteurs économiques, politiques, sociaux, culturels, environnementaux et techniques. Seule une compréhension holistique nous permettra de réduire de manière permanente la vulnérabilité de nos communautés, ainsi que de renforcer durablement leur résilience face à des chocs d’origine et d’ampleur différentes.

La Suisse se réjouit de la participation en grand nombre d’acteurs de tous les horizons à cette plate-forme. Nous sommes confortés dans notre vision du Cadre d’action de Hyogo en tant que feuille de route globale et inclusive, reconnue par la communauté internationale et que nous sommes tous déterminés à suivre sur le long-terme.

La Suisse est fière de vous rapporter qu’elle a effectué des progrès concrets depuis la dernière plate-forme mondiale. La réduction des risques de catastrophes est devenue une partie intégrante de notre politique de gestion durable des ressources, tout comme la ligne directrice de nos mesures d’adaptation aux changements climatiques. Nous avons effectué un changement de paradigme, passant de la simple protection contre les dangers à une véritable gestion des risques. La Suisse s’est faite la scène d’un vaste dialogue, incluant à la fois notre société civile et nos acteurs clefs au niveau national, cantonal et municipal. S’agissant de l’état de préparation et de l’alerte précoce, nos départements spécialisés et la protection civile travaillent désormais de manière coordonnée à tous les niveaux, tant opérationnels que stratégiques.

De plus, la Suisse contribue activement au renforcement des capacités internationales, notamment par le soutien apporté à ses pays partenaires. Le parlement Suisse a approuvé le Message sur la Coopération Internationale pour les années 2013-2016, qui inclut parmi ses cinq objectifs stratégiques la prévention des crises, conflits et catastrophes.

Notre expérience de coopération nous permet d’affirmer que pour avoir un impact réel et durable sur la résilience des communautés, nos activités de prévention, nos interventions de secours, nos efforts de reconstruction et nos programmes de développement doivent être coordonnés et complémentaires. Nous reconnaissons que cette complémentarité – par exemple entre aide humanitaire à court terme et coopération au développement à long terme - constitue un défi pour tous les acteurs concernés, mais c’est un défi auquel il est de notre devoir de faire face. Il est temps pour le système d’aide international de surmonter ses cloisonnements thématiques et de transcender ses barrières institutionnelles.

Monsieur le Président,

À l’avenir, il sera impératif de continuer à nous concentrer sur l’intégration et le renforcement de la réduction des risques de catastrophe dans le processus post-2015, conformément aux résultats du sommet de Rio+20. Le second Cadre d’action de Hyogo devra fournir une orientation utile à tous les pays ainsi qu’aux acteurs du système onusien sur la manière d’appliquer de façon mesurable et efficace la gestion intégrée des risques à tous les niveaux.

La Suisse considère que le Cadre d’action de Hyogo est la base pour tout travail futur sur la réduction des risques. Les principes à intégrer au prochain Cadre d’action sont déjà en place, et ont un rôle central à jouer dans le façonnement de l’agenda post-2015 pour un développement plus durable et équitable. Il est temps pour la communauté internationale de passer de la phase d’élaboration à la phase de mise en œuvre, en définissant de manière claire des objectifs et indicateurs concrets qui pourront être utilisés sur le terrain pour obtenir des résultats mesurables. Nous constatons déjà nombre d’initiatives développées en ce sens, par exemple celle de la plate-forme suisse des ONG actives dans le domaine de la réduction des risques, qui vise à établir un système international de classification pour soutenir les pays intéressés dans la mise en place de leurs stratégies face aux catastrophes.

La Suisse se félicite de constater que la réduction des risques est déjà fermement ancrée dans l’agenda politique de la communauté internationale. Nous devons à présent nous fixer l’objectif de promouvoir cette thématique pour lui donner une place prioritaire au sein des cadres politiques sur le développement international qui seront finalisés en 2015. Cet effort nécessitera le soutien d’un mécanisme international aux objectifs clairement définis, possédant une base empirique solide, accompagné d’un engagement politique renforcé et d’efforts mesurables dans l’ensemble des domaines de la politique publique, de la santé à l’éducation en passant par l’économie et la planification fiscale. Nous devons tisser des liens étroits entre la réduction des risques et la planification sur le long-terme, tout en élaborant des stratégies coordonnées pour réconcilier cette thématique avec celles du changement climatique, des moyens de subsistance, des questions de genre, de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles. La volonté politique, la gouvernance renforcée, l’appropriation locale et la redevabilité sont autant de facteurs décisifs au succès et à l’efficacité des stratégies de réduction des risques de catastrophe.

Monsieur le Président,

Pour conclure, la Suisse tient à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, Madame Margareta Wahlström, pour son engagement sans faille, ainsi qu’à exprimer notre gratitude envers le UNISDR pour l’action qu’il mène, notamment en soutien à la mise en œuvre du Cadre d’action de Hyogo.

Je vous remercie.